

Colloque «Méditerranée et développement partagé: les nouveaux enjeux»
Adresse préalable à la table ronde sur
«quels instruments pour un développement partagé entre les deux rives?»
Mardi 13 novembre

Mesdames, Messieurs,

Le 17 décembre 2010, Mohammed Bouazizi s'immolait à Sidi Bouzid pour protester contre la saisie de sa marchandise par la police. Ce geste de désespoir déclenche une vague de contestation. Au départ, le mouvement n'est pas politique. Il est spontané, il n'est ni orchestré, ni organisé. Son ressort est la demande de respect, la quête de dignité. Mais le mouvement va se propager comme un tsunami pour gagner l'ensemble des pays du monde arabe et conduire à la chute de plusieurs hommes forts: Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier 2011; Hosni Moubarrak le 11 février; Mouammar Kadhafi le 20 octobre ; Ali Abdallah Saleh le 22 janvier 2012. A Bahreïn, la contestation est sévèrement réprimée. En Syrie démarre une guerre civile au cours de laquelle les atrocités sont légion. En Jordanie et au Maroc, de radicales évolutions institutionnelles sont engagées.

Cette vague s'est nourrie d'un terreau commun: sans sous-estimer la captation des richesses par les clans, les familles au pouvoir, la cause profonde tient dans l'essoufflement des modèles économiques, un sentiment croissant d'exclusion, un chômage endémique, notamment chez les jeunes et les jeunes diplômés, ou encore des inégalités territoriales trop criantes. Les économies tunisienne et égyptienne ont connu des succès économiques significatifs. Mais les efforts n'ont pas suffisamment porté sur la réduction des inégalités. Les mouvements ont trouvé leur origine dans l'épuisement de régimes autoritaires, mais aussi dans le défaut d'intégration des populations dans leurs économies: la crise politique a puisé ses racines dans l'essoufflement de modèles «trop économiques et pas assez sociaux», des modèles fondés sur l'ouverture extérieure et l'investissement étranger.

Il faut souligner le rôle de la démographie. Je suis convaincu qu'il y a un lien entre les mouvements révolutionnaires et la transition démographique qu'ont connue ces pays. Il faut aussi rappeler le lien entre la scolarisation des femmes et le ralentissement de la croissance démographique. Malgré cette transition, de 450 millions d'habitants en 2010, la région passera à 700 millions en 2050, soit une augmentation de 55% en 40 ans. En Egypte, on estime qu'au cours des années à venir, ce sont 650.000 personnes qui arriveront chaque année sur le marché du travail, alors même qu'aujourd'hui déjà, il n'y a pas assez d'emplois. L'un des principaux défis de la région est de réussir à ce que les pays arrivent à bénéficier de l'effet d'aubaine générationnel, le fameux dividende démographique, fruit de l'augmentation de la population active à un rythme annuel de 3 à 4 % par an.

L'Agence Française de Développement intervient en Méditerranée depuis le début des années 1990. Pour mémoire, à cette époque, le Directeur général était Philippe Jurgensen. En une vingtaine d'années, elle est devenue un vecteur de rapprochement des deux rives de notre mer commune.

L'AFD est au cœur de l'effort de la France en faveur de la Méditerranée, dont la face la plus visible est le Partenariat de Deauville, par lequel notre pays s'est engagé à hauteur de 2,7 Mds€ en faveur de la Tunisie, de l'Egypte, du Maroc et de la Jordanie pour la période 2011-2013. Dans ce cadre, l'AFD a complètement revu sa stratégie d'intervention dans la région, pour mettre l'accent sur trois axes: l'emploi, la cohésion sociale et territoriale, et l'amélioration des conditions de vie des populations. Pour appuyer la définition des nouvelles politiques publiques et accompagner leur mise en œuvre, nous privilégions l'aide programme, plutôt que l'aide projet. J'en veux pour exemple notre prêt de 185 M€ aux autorités tunisiennes en faveur du plan d'appui à la relance, qui visait à soutenir la politique de l'emploi et à consolider le secteur financier pour stimuler le financement des entreprises.

Je voudrais insister sur la question de l'emploi et de l'employabilité, première des priorités de la région. Nous œuvrons à favoriser une croissance créant plus d'emplois, en particulier pour les jeunes.

C'est ce que nous faisons depuis 1998 au Maroc où nous avons mis en place trois prêts d'un montant total de 52,5M€, qui ont bénéficié à 22 centres de formation couvrant 12 secteurs d'activités économiques. Grâce à ces financements, ce sont 10.000 personnes qui chaque année sont formées à des métiers aussi divers que le cuir, le BTP, l'audiovisuel ou l'automobile. A Casablanca, nous soutenons l'institut des métiers de l'aéronautique. Cette institution, dont la gouvernance est assurée par des représentants de l'Etat et des professionnels du secteur, permettra à un horizon rapproché de former 800 jeunes par an à des métiers porteurs.

Le secteur de l'automobile illustre de manière encore plus frappante la manière dont notre action peut créer une dynamique partagée entre les deux rives. Nous soutenons l'institut de Formation de l'Industrie automobile de Tanger Méditerranée, dont les diplômés pourront ensuite être employés par Renault. Pour ce projet, l'AFD s'appuie sur les organisations professionnelles représentant les principaux acteurs du secteur. Associer les professionnels à la gestion des centres de formation, à la définition des formations, constitue une assurance qu'au terme de la formation, il y ait un emploi. La question de «l'employabilité», de l'adéquation entre formation et attentes des employeurs, est cardinale. Il existe une palette de réponses: des dispositifs de formation professionnelle sur mesure au développement de cycles plus courts, en passant par la formation continue ou encore l'intégration des personnes sorties du système.

L'Agence travaille sur trois pistes:

- Le renforcement des capacités des systèmes d'enseignement supérieur à suivre l'évolution des professions comme c'est le cas avec notre financement à l'Ecole nationale des ingénieurs de Bizerte;
- Les formations pour les personnes sorties du système, sur le modèle des écoles de la deuxième chance promu par Jean-Louis Reiffers, ainsi que la formation à distance des personnes défavorisées;
- L'amélioration de la qualité des systèmes éducatifs, notamment grâce au développement de l'éducation numérique.

Une dernière remarque sur ce sujet: la création pérenne d'emplois ne pourra qu'être le fruit d'un secteur privé dynamique. Les économies au sud de la Méditerranée sont trop dépendantes des emplois publics. J'étais il y a quelques semaines à Amman pour signer plusieurs conventions, dont une subvention de près d'un million d'euros pour de l'assistance technique aux petites entreprises jordaniennes. Notre financement appuiera les PME dans l'élaboration de dossiers de financement bancables, ce qui permettra leur croissance et, in fine, la création d'emplois.

Nos deux autres priorités pour la région sont le soutien à une répartition plus juste des richesses entre catégories sociales et entre régions d'un même pays et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Les régions périphériques ont été trop souvent délaissées. Nous devons soutenir l'agriculture, pour renforcer l'attractivité des territoires ruraux et offrir des perspectives à leurs populations. Cela permettra en même temps de réduire les importations de denrées alimentaires, notamment de céréales, et donc de ne pas aggraver le déficit de la balance commerciale.

La disponibilité d'une eau déjà rare est en enjeu majeur. L'Agence promeut l'efficacité et l'économie de l'eau, au travers de projets d'irrigation à la parcelle, d'agriculture de conservation par semis direct ou de réutilisation des eaux usées traitées. En Jordanie, dans la vallée du Jourdain, nous soutenons un projet d'irrigation à partir d'eaux usées traitées. Avec le Fonds Français pour l'Environnement Mondial, dans le cadre d'un projet sur l'adaptation des agricultures au changement climatique, nous assisterons la Tunisie et le Maroc dans la prévision des impacts du changement climatique sur les différentes productions, dans l'identification et la diffusion des pratiques agricoles les plus adéquates et dans la mise en place d'assurances agricoles contre les événements extrêmes.

Renforcer la cohésion passe, en ville, par un effort accru en direction des quartiers populaires et des zones périurbaines, au travers d'actions de réhabilitation et d'un meilleur accès aux services de base. Je prends tout à l'heure l'avion pour l'Egypte où je signerai demain une convention pour le

financement du métro du Caire. Ce projet renforcera l'offre de transports publics dans la capitale égyptienne. Il facilitera l'accès des populations défavorisées au bassin d'emplois. Nous avons des initiatives similaires au Maroc, avec le projet de ligne à grande vitesse entre Tanger et Kenitra ou les tramways de Rabat-Salé et Casablanca; en Tunisie, avec le réseau ferré du grand Tunis; en Jordanie, avec le bus à haut niveau de service d'Amman; ou encore en Turquie, avec le tramway d'Istanbul.

Le métro du Caire est une opération emblématique pour la coopération européenne, à deux titres: elle s'appuie sur la Facilité d'Investissement du Voisinage créée par la Commission Européenne pour favoriser les cofinancements entre bailleurs européens; et les financements ont été instruits selon une procédure unifiée pour l'AFD, la BEI et la Commission, dans le cadre de la «reconnaissance mutuelle des procédures».

Ces deux mécanismes posent les bases d'un dialogue plus simple, mieux structuré entre les rives sud et nord, en incitant les acteurs européens à parler d'une seule voix.

Revenons à l'enjeu de la cohésion, de l'inclusion sociale.

La micro-finance constitue un levier efficace de lutte contre l'exclusion sociale, en particulier en milieu rural, où les phénomènes de surendettement des ménages, fréquents en ville, sont plus rares. L'AFD s'intéresse de très près à la micro-finance islamique. Le nombre de ses clients dans le monde a été multiplié par trois en cinq ans, passant de 380.000 à 1,2 millions! Le nouveau contexte sociopolitique en Méditerranée est sans conteste particulièrement propice à la croissance de ce secteur. L'Agence a noué un partenariat avec la Banque Islamique de Développement pour accompagner cette expansion. Nous avons d'ailleurs organisé ensemble une conférence sur ce sujet en mai dernier, à Djeddah.

Je voudrais plus particulièrement insister sur deux exigences pour aider à la réussite des transitions démocratiques.

Les mouvements révolutionnaires ont débouché sur la résurgence du fait religieux. Et nous, développeurs, nous devons en tenir compte. Il nous faut connaître et comprendre la finance islamique, pour essayer de répondre au mieux aux besoins et attentes des populations.

Nous devons être plus à l'écoute de la société civile, dont les attentes ne sont pas toujours efficacement prises en compte par la coopération classique d'Etat à Etat. Nous devons travailler avec les organisations professionnelles, les syndicats, les collectivités locales, les ONG,... L'Agence a choisi de renforcer sa coopération avec les collectivités françaises engagées dans des coopérations décentralisées, pour soutenir le dialogue entre pairs, et d'accroître les moyens consacrés au financement des ONG intervenant en Méditerranée. Elle peut pour cela s'appuyer sur la densité des relations existantes entre la société civile française et celles des pays du sud et de l'est de la Méditerranée.

L'AFD a décidé de s'investir sur cette question du rôle de la religion dans le développement. C'est ce qui nous a amenés à nous intéresser à la micro-finance islamique, à signer un accord de partenariat avec la communauté Sant'Egidio, ou encore à organiser, en décembre prochain, une conférence sur cette thématique à Paris. Voilà le genre de démarche qui devrait nous permettre d'être les plus efficaces possibles. L'Agence peut compter sur l'intensité de la vie intellectuelle autour du bassin méditerranéen, comme l'atteste notre colloque. Ensemble, nous contribuons à forger une identité, un discours communs sur l'ensemble du pourtour méditerranéen.
